

Regards sur les institutions et les droits fondamentaux de la République indépendante du Valais (1802–1810)

SILVIA ARLETTAZ

En 1798, le Valais accepte la Constitution de la République helvétique. Dans la configuration politique de l'Europe, le canton occupe une position stratégique; il intéresse particulièrement Bonaparte soucieux de s'assurer le contrôle d'une liaison entre Paris et Milan à travers le Simplon. Le Valais devient objet de marchandage entre la France et la Suisse. En octobre 1801, le général français Turreau occupe militairement la vallée du Rhône et destitue les autorités. L'annexion paraît inévitable. Pourtant, en 1802, Bonaparte accepte le détachement du Valais de la République helvétique et son érection en Etat indépendant sous la garantie des Républiques française, helvétique et cisalpine. Le Premier Consul impose un traité lui garantissant notamment la concession de la route commerciale et militaire du Simplon ainsi qu'un projet de Constitution, ratifié par la Diète valaisanne sans grands changements.

L'histoire du Valais de 1802 à 1810 est celle d'une tension entre une vision de la liberté et une institution, la République, ancrée à la fois dans le passé mais aussi ouverte sur la construction d'une société moderne plus unifiée¹. Les élites vont essayer de gérer cette tension, avec des orientations parfois très contrastées, mais sans abandonner l'un ou l'autre pôle. De fait, en dépit des résistances à l'application des mesures adoptées sous la République helvétique et pour bref que fut le rattachement du Valais à cette République, les forces politiques et sociales qui travaillaient la société valaisanne ont trouvé un premier écho dans les valeurs révolutionnaires. En outre, l'extension, même modérée, de la démocratie ainsi que l'élargissement

¹ Pour cette période, nous renvoyons aux ouvrages de PAUL BIDERBOST, *Die Republik Wallis 1802–1810. Ein Beitrag zur Walliser Verfassungsgeschichte*, Visp, 1959 et de MICHEL SALAMIN, *La République indépendante du Valais 1802–1810. L'évolution politique*, Sierre, Editions du Manoir, 1971. Voir également les publications du GROUPE VALAISAN DE SCIENCES HUMAINES, en particulier les articles de JEAN-HENRY PAPILLOUD, in: *Histoire de la démocratie en Valais (1798–1914)*, Société et culture du Valais contemporain III, Sion, 1979 et in: *Le Valais et les étrangers XIXe–XXe*, Société et culture du Valais contemporain, Sion, V, 1992. Voir également *Histoire du Valais*, Tome 3, Sion, Société d'histoire du Valais romand, 2002.

des champs de compétence placés sous le contrôle de l'Etat ont permis le développement d'une certaine conscience unitaire au niveau cantonal en même temps que l'expression d'intérêts nouveaux. Dans ce contexte, un retour complet à l'Ancien Régime n'est plus possible; le défi est d'opérer une synthèse entre le passé et les aspirations nouvelles. Nous esquisserons ici les héritages de 1798², mais aussi les ruptures au niveau des institutions, des droits fondamentaux et du processus d'intégration de la société valaisanne.

La Constitution du 30 août 1802 sert de référence commune à la vie politique de la République indépendante du Valais. Dans sa proclamation du 10 septembre 1802, le Conseil d'Etat fait l'apologie de la nouvelle Charte:

«Vous y retrouverez un grand nombre de vos institutions anciennes, un grand respect pour votre religion, pour vos usages et pour vos habitudes. Cette Constitution ne s'en est écartée qu'autant qu'il a fallu pour donner à votre gouvernement la force et l'activité qu'exigent les changements survenus dans votre situation intérieure et extérieure, et le bonheur dont vous avez joui pendant plusieurs siècles à peu près sous les mêmes formes vous est garant de celui que vous pouvez vous promettre encore sous un gouvernement qui s'en approche autant. C'est ainsi, chers Compatriotes, que vous voyez renaître votre ancienne indépendance et votre ancienne république³.»

L'«ancienne République», la religion des pères, le respect des usages associés à un certain nombre de réformes sont censés faire renouer les Valaisans avec un bonheur ancestral. Un bonheur que les Républiques garantes de l'indépendance du Valais exhortent de cimenter par «un retour sincère à la concorde et à l'union fraternelle»⁴. «La République du Valais ne forme plus qu'une seule famille dont tous les membres ne doivent qu'avoir un même intérêt, une même administration [...]». On renoue ici avec les facteurs de cohésion majeurs sous la République helvétique: l'intérêt général et l'esprit public.

² Pour la période de la République helvétique, en particulier sur les questions relatives au processus de la construction nationale en relation avec la définition des statuts de citoyen et d'étranger, voir SILVIA ARLETTAZ, *Citoyens et étrangers sous la République helvétique (1798–1803)*, Georg, Genève, à paraître, 2004.

³ «Proclamation du Conseil d'Etat à ses compatriotes, Sion, 10 septembre 1802», signée par Augustini et Tousard Dolbec (Actensammlung aus der Zeit der Helvetischen Republik (1798–1803), bearbeitet von Johannes Strickler, VIII. Band, Juni bis September 1802, Berne, 1902, No 137, p. 1013).

⁴ «Proclamation au Peuple valaisan, du 3 septembre 1802», signée par Turreau, Lambertenghi et Müller-Friedberg, citée par le CHANOINE GRENAT, *Histoire moderne du Valais de 1536 à 1815*, publié par Joseph de Lavallaz, Genève, Victor Pasche, [1904], p. 570.

A. Les institutions démocratiques

1. Les fondements du nouvel Etat

Le programme politique consacré par la Constitution de 1802 repose sur un certain nombre de principes et d'institutions, anciens quant à leur usage, mais dont le sens s'est modifié. La référence à l'«ancienne République» ne traduit pas le rétablissement de la forme républicaine d'Ancien Régime, organisée en confédération, avec un pouvoir fort dans les dixains et une domination du Haut-Valais sur le Bas-Valais. Héritage de 1798, la République de 1802 est libre, indépendante, une et démocratique. Le caractère unitaire de la République est garanti par la soumission de l'ensemble du Valais à la même Constitution et aux mêmes lois et par la centralisation du gouvernement⁵. Bien que rompant avec le centralisme de 1798, le rétablissement des autorités dézénales et communales ne restaure ni le pouvoir, ni la puissance dont ces institutions jouissaient sous l'Ancien régime. Réduits à des entités administratives, dixains et communes voient leur autonomie limitée à la gestion de leurs intérêts locaux: administration des biens communaux, détermination des dépenses, répartition des charges et règlements de police locale⁶. En outre, leur pouvoir est censé être subordonné aux décisions centrales, ce qui va susciter des réactions fédéralistes. Dans la poursuite de l'intégration politique du Valais, la République garantit les conditions de l'égalité entre le Haut-Valais et le Bas-Valais; elle reste l'instrument de lutte contre un retour à la domination de ce dernier par les oligarchies hauts-valaisannes.

En dépit des vives oppositions manifestées en 1798 pour la défense de la démocratie directe, la Constitution de 1802 reconduit un régime représentatif et indirect. Le pouvoir est conféré à des corps constitués – la Diète générale et le Conseil d'Etat⁷ –, composés de délégués élus par le biais des représentants du peuple aux niveaux dézénal et de la Diète. La souveraineté du peuple n'est plus expressément mentionnée dans la Constitution de 1802, mais elle reste un acquis implicite, bien qu'avec une portée plus restrictive que sous la République helvétique. De fait, le «peuple valaisan», au nom duquel la Constitution est acceptée par la Diète, est un peuple de commu-

⁵ Articles 16 et 47, «Constitution de la République du Valais, du 30 août 1802» (*Constitution et lois de la République du Valais*, Sion, 1844, vol. 1, p. 4; p. 11).

⁶ Art. 25 (*ibid.*), pp. 7–8.

⁷ Art. 31 (*ibid.*), p. 8. Nominations: Grand-Baillif: Antoine Augustini; conseillers d'Etat: Charles de Rivaz, baron Gaspard-Eugène de Stockalper.

niers; c'est-à-dire qu'il se compose désormais de citoyens actifs, constitués sur des bases bourgeoises et politiques. Quant à la société valaisanne, elle présente un ensemble hétérogène aux intérêts antagonistes entre notables et masse, entre bourgeois et habitants qui traduit les limites de l'intégration politique.

2. L'Etat de droit: la loi entre ordre ancien et modernité

L'activité législative développée sous la République indépendante illustre la tension entre ordre ancien et modernité. Pour asseoir le nouveau régime, la Constitution de 1802 (art. 74) opte pour le maintien des anciennes lois de la République des VII dixains:

«Du moment de l'acceptation de la présente Constitution, les lois existantes au premier janvier 1798 tant au civil qu'au criminel seront seules en vigueur, tant que la Diète n'y aura fait aucun changement. Cet article n'est pas applicable aux matières féodales⁸.»

Cette option représente un défi pour la modernisation du Valais. De fait, la disparité des lois et des coutumes crée une situation incompatible avec le nouvel Etat politique du pays. L'unification du droit s'impose comme une suite «naturelle» de la nouvelle Constitution dont l'esprit est d'«établir entre toutes les parties de la République l'unité d'intérêt et l'unité de gouvernement»⁹. Le gouvernement réclame la rédaction d'un Code civil qui «soit la compilation de toutes les lois existantes en abolition du Statut, Franchises et coutumes qui font du Valais autant de républiques que de communes»¹⁰.

En 1802, lorsque la Diète initie une révision du Code civil, elle se fonde sur le principe qu'il s'agit «moins de renoncer à des intérêts individuels qu'à des habitudes locales»¹¹ et qu'à cet égard le sacrifice sera équivalent pour le Haut-Valais et le Bas-Valais. Elle opte pour une rédaction qui «sans établir des lois tout à fait nouvelles» choisit «parmi celles que l'habitude et l'esprit du peuple ont consacrées et dont l'autorité doit être rendue générale»¹². Unification ne rime donc pas avec réforme; toutefois, cet immobilisme n'est

⁸ Art. 74 (*ibid.*), p. 16. Cet article exclut les matières féodales, revendications politiques particulièrement sensibles et sujettes à de nombreuses controverses.

⁹ Préambule, «Loi qui introduit l'uniformité du code civil et criminel dans toute la République, du 22 novembre 1804» (*ibid.*), p. 263.

¹⁰ Cité par BIDERBOST (note 1), p. 35.

¹¹ Préambule, «Loi qui introduit l'uniformité du code civil et criminel dans toute la République, du 22 novembre 1804» (note 5), p. 263.

¹² *Ibid.*, pp. 263–264.

qu'apparent. De fait, à défaut de conduire à terme un projet de code¹³, la volonté et la nécessité d'adapter le droit pour travailler à l'intégration du Valais conduisent à la publication de 152 nouvelles lois entre 1802 et 1810. Elles étendent la compétence de l'Etat dans cinq champs prioritaires: la police, le commerce, la justice, l'accès aux charges et aux fonctions et le rachat des droits féodaux.

3. Un peuple de communiers actifs

Avec le détachement du Valais de la République helvétique se repose la question de l'autonomie des collectivités locales qui, sous l'Ancien Régime représentaient le lieu privilégié de l'intégration civique, civile, sociale et économique des individus. La Constitution de 1802 fonde à nouveau l'appartenance sur le lien communal. Les communes recouvrent une position forte et en particulier leur souveraineté absolue en matière d'octroi du droit de communage. Cette compétence leur confère un rôle politique majeur, dans la mesure où la qualité de communier garantit seule la jouissance de l'intégralité des droits civiques et civils au lieu de domicile. Or, pour ces sociétés, très soucieuses de préserver leurs prérogatives, l'intégration des citoyens actifs en Valais sous la République helvétique, mais dénués de droit de bourgeoisie, suscite de fortes résistances. La société est à nouveau divisée entre bourgeois ou communiers, non-communiers et ressortissants étrangers, autant de catégories juridiques aux droits inégaux.

Dans un projet d'alliance particulière entre la République helvétique et la République du Valais, il est prévu que les citoyens des deux Républiques «sont de droit naturalisés réciproquement dans l'une et dans l'autre, et ils n'ont besoin pour y jouir des droits de citoyens, que de remplir les conditions accessoires à la naturalisation qui sont établies dans chacune des dites républiques»¹⁴. C'est l'esprit de l'article 18 de la Constitution de 1802, selon lequel les citoyens actifs en Valais au terme des lois en vigueur alors dans la République helvétique, mais qui ne sont pas communiers, sont tenus de se faire recevoir dans une commune. Or, les habitants concernés vont se heurter à une politique restrictive.

¹³ Le 3 décembre 1808, la Diète chargera le Conseil d'Etat d'envisager la rédaction d'un nouveau code de procédure criminelle et de police correctionnelle et un code de procédure.

¹⁴ Art. 1, «Notes sur les relations particulières entre la République helvétique et celle du Valais, 14 juin 1802», rédigées par Augustini (Actensammlung aus der Zeit der Helvetischen Republik (1798–1803) (note 3), VIII. Band, No 24, p. 186).

De fait, alors que la Constitution annonce un «mode aisé» d'acquisition d'une communauté, la loi du 25 mai 1803 laisse toute latitude au refus. Premièrement, la loi considère la communauté comme une «véritable société dans laquelle on ne pourrait être admis de droit naturel sans le consentement libre des associés»¹⁵. En conséquence, «Si la majorité absolue des communiens oppose des raisons valables de refus contre le prétendant à la communauté, il [Conseil d'Etat] ne pourra forcer la commune à le recevoir»¹⁶. La validité des raisons n'est pas précisée; en cas de contestation, la décision revient à l'Etat.

En outre, très sélectives, les conditions d'admission au droit de communage privilégient les individus qui peuvent justifier d'une intégration économique et sociale. Le candidat doit attester d'une conduite irréprochable et justifier d'une propriété franche et libre d'une valeur de deux mille francs de dix batz¹⁷. Il doit également attester par un acte authentique qu'il a renoncé à tout droit de cité en pays étranger¹⁸ et prouver que son pays natal accorde la réciprocité. En ce qui concerne le coût de l'incorporation, évalué proportionnellement à la valeur des biens communaux, il relève de la compétence des communes¹⁹.

4. L'exercice des droits civiques

Le Valais entend se gouverner «sous une Constitution basée sur la liberté et l'égalité politique»²⁰. L'application de ces principes apparaît toutefois problématique lorsqu'il s'agit de définir un nouveau concept de citoyen. Comme en 1798, le citoyen se caractérise en premier lieu par sa capacité reconnue d'exercer les droits politiques. Dès lors, les principes de liberté et d'égalité sont d'abord de nature politique. Ils sont une revendication majeure des notables bas-valaisans qui veulent écarter définitivement les entraves à leur accession au pouvoir, en particulier l'hérédité de pouvoir, de rang ou d'honneur. Pour autant, les classes dominantes n'entendent pas élargir les droits démocratiques. Elles redoutent une émancipation du peuple, jugée dangereuse pour l'ordre social et plus encore pour leur propre influence. En

¹⁵ «Loi en faveur des individus désignés par l'art. 18 de la Constitution, concernant leur admission au droit de communage, du 25 mai 1803» (note 5), p. 115.

¹⁶ Art. 4 (*ibid.*), p. 117.

¹⁷ Art. 2 (*ibid.*).

¹⁸ Art. 3 (*ibid.*).

¹⁹ Art. 6 (*ibid.*), pp. 117–118.

²⁰ GRENAT (note 4), p. 566.

outre, l'excès de démocratie exacerberait l'esprit de localité particulièrement nuisible à l'«esprit public» si nécessaire pour cimenter l'unité des Valaisans. D'une manière générale, l'élite gouvernante cherche essentiellement à consolider ses prérogatives, anciennes ou récentes.

Pour être citoyen actif, il faut être Valaisan, par filiation ou par naturalisation²¹ et justifier d'un domicile de fait d'une année sur le territoire de la République²². Retour au système d'ancien régime, la Constitution réintroduit le monopole de l'exercice des droits politiques dans le cadre restreint de la commune d'origine: «Nul ne peut voter dans une commune que celle dont il est communier»²³. Cette clause pénalise la mobilité et renforce le poids des communes, seules compétentes en matière de réception de nouveaux communiens. Obstacle à l'intégration civique des Valaisans, le régime communal fait du non-bourgeois un «étranger», quant au bourgeois, son insertion locale tendrait à l'isoler de l'Etat²⁴.

En outre, les critères d'éligibilité²⁵ concourent à une représentation restreinte de la société politique et garantissent la pérennité d'une élite politique qui s'était déjà maintenue sous la République helvétique. La Constitution privilégie une élite de charges, qui a déjà exercé des fonctions législatives, judiciaires ou administratives dans les autorités supérieures et des dixains, ou qui a occupé des offices de notaire ou d'officier²⁶. Enfin, la durée des mandats permet également un verrouillage du système électoral. De fait, pour ne citer que l'exemple au niveau communal, la loi de 1807 ne pose aucune li-

²¹ Art. 18 (note 5), p. 5. S'y ajoutent les autres critères traditionnels de sexe et d'âge (art. 19–20). En revanche, il n'y a pas de critères de fortune.

²² Art. 19 (*ibid.*), pp. 5–6.

²³ *Ibid.*

²⁴ Constat notamment formulé par Claude-Joseph-Parfait Derville-Malécharde, préfet du Département du Simplon, «le régime communal [...] donne à chaque bourgeois une importance dans sa commune et l'isole de l'Etat» («Réunion du Valais à la France, extrait de pièces officielles», Lyon, 1816, cité in: 1798 (r)évolution en Valais, Musée cantonal du Valais, 1798, p. 197).

²⁵ Art. 37 et 38; 42; et 72, «Constitution de la République helvétique, du 12 avril 1798» (Actensammlung aus der Zeit der Helvetischen Republik (1798–1803) (note 3), I. Band, no 2, pp. 574–575; 578). La Constitution introduit des critères d'insertion sociale et d'éducation, à savoir la succession de charges, et selon les postes, la connaissance de l'écriture et de la lecture, la pratique de l'allemand et du français, des études de droit.

²⁶ Art. 34 et 43 (note 5), p. 10. En outre, selon l'article 20, les fonctions ecclésiastiques sont incompatibles avec les fonctions civiles (*ibid.*), p. 6. Voir également les dispositions inscrites dans diverses lois sur la formation des conseils et la nomination des autorités aux charges supérieures, notamment les lois du 3 décembre 1807, 24 mai 1809, 29 mai 1809.

mite à la rééligibilité des conseillers de commune et entérine la possibilité de nominations à vie²⁷.

Ainsi, tout au long de la période, la participation du peuple sera fortement limitée par diverses lois électorales au caractère antidémocratique. Sous prétexte de «diminuer les effets de l'intrigue» et de faciliter les élections, la loi de 1807 précise les modalités de vote et de nomination. Elle introduit le suffrage de vive voix, supprimant ainsi la garantie du secret. Quant au renouvellement des conseils de commune, il est désormais auto-contrôlé, dans la mesure où le choix s'opère sur la base d'une liste dressée par le conseil²⁸. En 1809, l'élection directe des députés au conseil de dixain est supprimée au profit d'une désignation des députés par le conseil de commune. En outre, ceux-ci devront être «toujours pris dans le sein du conseil de la commune»²⁹.

Conséquence de ces options, la stabilité du personnel politique continue à être la règle. En 1798, les premières élections ont confirmé les hommes en place. Les anciens dirigeants du Haut-Valais restés aux affaires et les notables du Bas-Valais qui avaient accédé à des responsabilités ont su assurer leurs avantages³⁰. De même, tout au long de la République indépendante, les notables consolident leur position. Dans le Département du Simplon, les administrateurs français intégreront tous les hommes forts de la République indépendante dans les cadres du nouveau régime³¹.

B. Les droits fondamentaux

Pour exercer ses fonctions au sein de la collectivité politique et civile, le citoyen doit pouvoir s'appuyer sur un certain nombre de libertés individuelles et publiques. Ceux-ci sont déterminés en fonction des objectifs et des valeurs dominants et répondent à un objectif de fonctionnement et de conservation du régime. Or, la Constitution de 1802 marque une rupture par

rapport aux fondements de 1798³². En particulier, l'énoncé des «principes généraux», placé en tête de la Constitution de 1798, a été abandonné. Les idéaux de liberté et d'égalité, les droits individuels, ne sont plus revendiqués comme des références emblématiques et constitutives de la nouvelle République. Pour les élites de la République indépendante, le contrôle de la vie politique passe par un usage modéré des libertés individuelles; quant à la gestion de la société, elle associe des options libérales et protectionnistes.

1. Les libertés

Dans ce contexte, quelle va être l'évolution des libertés individuelles et publiques? Au-delà de l'intégration politique du Valais, le gouvernement travaille au maintien de la cohésion civile de la société valaisanne et, dans une certaine mesure, à la création d'espaces économiques, sécuritaires, institutionnels au niveau de la République. Cette centralisation s'opère conjointement par des mesures libérales, notamment lorsqu'il s'agit de faciliter la circulation des marchandises et par des dispositions restreignant l'initiative individuelle au nom d'intérêts supérieurs.

Réaction contre la laïcité de la République helvétique, le titre premier de la Constitution de 1802 garantit le monopole de la Sainte religion catholique apostolique et romaine. Déclarée religion de l'Etat, elle est désormais seule autorisée à exercer un culte public³³ et est placée sous la protection de la loi. Dès ses premières séances, la Diète s'occupe d'organiser son soutien. Les propos et les représentations portant atteinte à la religion, considérée comme l'un des fondements les plus solides de la société, sont assimilés à une menace pour l'ordre public³⁴.

Toutefois, au-delà d'une intégration confessionnelle par ailleurs non menacée, pour la majorité des Valaisans, les attentes se situent au niveau des conditions de vie et de travail au quotidien: en particulier, garantie de la propriété privée, abolition des dîmes et des droits féodaux, liberté de commerce, équité de la justice. Ces intérêts sont parfois contradictoires, à l'exemple de la notion de la propriété, éminemment complexe. La Constitution ne mentionne pas le droit à la propriété, mais elle reconnaît qu'aucun bien-fonds n'est grevé d'une redevance perpétuelle irrachetable, notamment

²⁷ Articles 2, 3 et 4, «Loi sur la formation des conseils et la nomination des autorités de commune et de dixain, et sur la nomination de la députation à la Diète et du tribunal de dixain, du 3 décembre 1807», (*Constitution et lois de la République du Valais*, Sion, 1844, vol. II, pp. 98–99).

²⁸ Articles 4 et 8, «Loi sur la formation des conseils et la nomination des autorités de commune et de dixain, et sur la nomination de la députation à la Diète et du tribunal de dixain, du 3 décembre 1807», (*ibid.*), pp. 100–101.

²⁹ Art. 12, «Loi additionnelle sur les nominations, du 24 mai 1809» (*ibid.*), p. 230.

³⁰ Voir PAPILLOU, «Le pouvoir et les hommes», in: *Histoire de la démocratie en Valais 1798–1914* (note 1), p. 31.

³¹ PAPILLOU (note 30), p. 52.

³² Sur cette thématique, voir ARLETTAZ (note 2).

³³ Art. 1 (note 5), p. 1.

³⁴ Voir notamment la «Loi contre les assemblées illicites, les discours et les ouvrages calomnieux, incendiaires et scandaleux, du 1^{er} décembre 1803» (*ibid.*), pp. 218–222.

les dîmes et les cens. Elle laisse aux législateurs le soin de déterminer le mode de rachat et fixe le délai à mai 1803. La question du rachat des dîmes et des droits féodaux va voir s'affronter les intérêts divergents des tenants, des propriétaires, en particulier l'Etat et le clergé. Face à l'opposition farouche de ces derniers, qui veulent défendre leurs droits et leurs revenus, la loi du 20 mai 1803³⁵ ne sera pas exécutée. En mai 1809, deux décrets prorogent une nouvelle fois le terme accordé au clergé et à l'Etat pour le rachat de leurs fiefs³⁶.

La libre disposition et jouissance des biens par leur propriétaire découle dans ses principes de la loi sur la liberté du commerce de 1803. En 1808, le Conseil d'Etat estime toutefois devoir lever toute incertitude à ce sujet et fait adopter une loi abolissant ou interdisant aux communes d'adopter des règlements gênant la vente des biens-fonds des particuliers entre Valaisans³⁷.

Autre domaine sensible, la liberté de commerce et d'industrie ne fait l'objet d'aucune base constitutionnelle. En revanche, c'est un champ d'une intense activité législative pour en contrôler l'exercice, directement ou indirectement. Pour des raisons fiscales, économiques, protectionnistes ou encore sous prétexte de sécurité, de santé publique ou de mœurs, le gouvernement va réglementer les importations et les exportations, soumettre à patentes l'exercice de certaines professions, contrôler l'exploitation des établissements publics, gérer des monopoles et des régaies, réglementer l'activité et le commerce des étrangers.

La réglementation du commerce ambulant et du colportage offre un bon exemple d'une combinaison d'intérêts résolu par une mesure protectionniste. La loi de 1808 soumet à patente le commerce ambulant et le colportage. L'obtention de la patente est subordonnée à un domicile fixe, c'est-à-dire à la possession d'une boutique ouverte et d'un domicile dans une commune. Outre le contrôle des populations flottantes, cette mesure protège les marchands établis qui remplissent leurs devoirs de citoyens et les charges de l'Etat et de la commune. Elle permet également de réduire la concurrence et de diminuer l'exportation du numéraire. Enfin, il s'agit d'une mesure de salubrité publique visant à protéger les Valaisans contre les tromperies des colporteurs et la séduction d'achats superflus³⁸.

Le travail législatif pose les prémices d'une unification du Valais, mais l'affirmation de l'Etat ne favorise guère l'élargissement des libertés individuelles. Si les entraves à la libre circulation des marchandises sont levées par la loi du 1^{er} décembre 1803 garantissant la liberté des échanges à l'intérieur de la République et entre les personnes, en revanche, des mesures protectionnistes réglementent les activités professionnelles des individus.

D'une manière générale, les carences au niveau des lois générales renforcent l'inégalité des statuts entre les différentes catégories de la population. De fait, le régime de la République indépendante attribue aux conseils de commune de larges compétences en matière de police locale³⁹, notamment dans les champs suivants:

- la direction des gardes bourgeoises pour la sûreté et tranquillité intérieures
- l'inspection sur les arts et métiers
- la police des auberges, des foires et des marchés
- la police sur les étrangers passants
- la réception des étrangers qui veulent obtenir l'habitation
- l'exécution des lois sur les mendiants et les vagabonds

En outre, si les communes sont tenues d'appliquer les lois générales et, dans les cas non prévus par la loi sur la police locale, de régler les problèmes conformément à leurs anciennes coutumes, le «droit des communes prime celui des individus»⁴⁰. Cela est en particulier le cas pour les conditions du séjour et de l'établissement, auxquels sont liés d'autres droits. Or, l'extension de libertés aux non-communiens et plus encore aux non-établis va à l'encontre des intérêts des communautés traditionnelles locales dont l'existence est fondée sur la fermeture.

D'une manière générale, l'affirmation de l'Etat ne favorise guère l'élargissement des libertés individuelles; les restrictions sont édictées au nom d'intérêts supérieurs. Quant à la gestion de la société, notamment par la création d'espaces économiques, sécuritaires, institutionnels au niveau de la République, les législateurs associent des options protectionnistes et, plus rarement, des options modérément libérales.

³⁵ «Loi sur le rachat des dîmes et droit féodaux, du 20 mai 1803» (*ibid.*), pp. 152–155.

³⁶ «Décret portant prorogation du terme du rachat des fiefs dus à l'Etat, du 25 mai 1809» et «Décret portant prorogation du terme accordé au vénérable clergé pur le rachat de gré à gré des fiefs ecclésiastiques, du 29 mai 1809» (note 27), pp. 231–236; pp. 239–240.

³⁷ «Loi sur la liberté du commerce des biens-fonds, du 30 mai 1808» (*ibid.*), pp. 138–139.

³⁸ «Loi sur les marchands ambulants et le colportage, du 31 mai 1808» (*ibid.*), pp. 144–148.

³⁹ «Loi qui détermine les diverses attributions des conseils de commune en matière de police locale, du 26 mai 1803» (note 5), pp. 120–123.

⁴⁰ PAPILLOUD, «Les étrangers et l'intégration du Valais au XIX^e siècle», in: *Le Valais et les étrangers XIX^e-XX^e* (note 1), p. 27.

Cette situation est analysée avec un regard caustique par le chargé d'affaire de la France en Valais, Joseph Eschasseriaux, qui écrit en 1806:

«[...] l'habitant supporte des charges et des taxes que le bourgeois ne connaît pas [...] le toléré peut être chassé de sa commune par une décision du conseil, ou par une volonté presque arbitraire; il possède des taxes et des charges sans jouir d'aucun droits [...] il est membre de la cité, quand la cité réclame ses bras, ses facultés, ses tributs, et il ne l'est plus quand il réclame sa protection, sa garantie; il peut être rejeté de son sein sans que la loi ne vienne à son secours, il n'a plus de patrie⁴¹.»

2. Le statut des «étrangers»

Le terme d'«étrangers» désigne les ressortissants d'Etats étrangers, mais il peut également s'appliquer à d'autres catégories de populations qui sont privées de la plupart des droits attachés à la qualité de citoyen⁴². De fait, le régime de la République indépendante recrée les hiérarchies de l'Ancien Régime et privilégie les Valaisans établis dans leur commune d'origine⁴³. Changer de commune signifie perdre le droit de participer à la vie publique et devenir des «membres pour ainsi dire inutiles à l'Etat»⁴⁴.

Dans la législation valaisanne, le statut reconnu aux ressortissants d'Etats étrangers obéit à une vision utilitariste, qui classe les étrangers en deux catégories, les individus utiles ou nuisibles. S'inspirant largement de l'esprit et des dispositions mises en vigueur sous la République helvétique, la législation sur la police des étrangers voit dans l'étranger un suspect, une menace potentielle pour la sécurité intérieure ou une concurrence pour la population indigène. Répondant à l'engagement pris par la Constitution de procurer sur le territoire valaisan la sûreté des voyageurs et des transports⁴⁵, la première loi sur la police des étrangers voit le jour le 24 mai 1803. Elle a pour but de «protéger les étrangers paisibles, qui sont dans le cas de voyager ou de s'arrêter» en Valais, et «d'apporter de surveillance pour repousser les individus dangereux ou suspects, qui chercheraient à s'y introduire»⁴⁶. Identification des personnes, contrôle strict des déplacements, institutionnalisation

des passeports, mesures contre la mendicité et le colportage, réglementations locales des activités professionnelles et commerciales, réforme de la police, sont autant de dispositions destinées à garantir la sécurité de l'Etat, de ses institutions et de son gouvernement.

La libre circulation des personnes n'est pas un droit reconnu; elle est considérée comme un acte sensible et suspect, associé à une menace potentielle pour la sécurité intérieure ou à une concurrence pour la population indigène. L'obligation du passeport et du visa permettant d'identifier l'étranger et de le suivre dans ses déplacements; l'association des citoyens à ce contrôle, notamment l'obligation faite aux aubergistes de tenir un registre des voyageurs, constituent les dispositions de base de la police des étrangers.

Déjà sous la République helvétique, la France s'est toujours montrée très sensible à la politique sécuritaire de ses alliés et en particulier en matière d'asile accordé à ses ennemis. En décembre 1806, le Conseil d'Etat promulgue une loi particulière contre l'asile illégal accordé par la population valaisanne aux conscrits et déserteurs français et italiens⁴⁷. Cette disposition s'inscrit dans le cadre d'une politique coordonnée avec l'Empire et le Royaume d'Italie afin que «le territoire du Valais ne devienne pas un asile pour ceux qui veulent se soustraire aux lois de leur patrie»⁴⁸. Désormais, tout Français résidant ou voulant résider en Valais doit être en possession d'un passeport visé par la légation française ou muni d'un extrait du registre d'immatriculation de la dite légation. A défaut, ils doivent être considérés comme déserteurs ou vagabonds et, comme tels, arrêtés, bannis hors des frontières ou livrés à l'autorité française. De fortes amendes puniront les autorités ou les personnes qui toléreraient un Français en situation illégale. Ces mesures s'étendent aux Italiens.

En décembre 1808, les différentes dispositions en matière de police des étrangers sont regroupées, précisées et élargies dans une loi générale⁴⁹. Une loi particulière règle les formalités de l'expédition des passeports aux Valaisans et domiciliés et aux étrangers et non-domiciliés qui souhaitent quitter le pays. L'octroi des passeports passe de la compétence de l'autorité dézénale⁵⁰

⁴¹ PAPILLOU (note 40), p. 27.

⁴² Pour une histoire des étrangers en Valais, voir les travaux du GROUPE VALAISAN DE SCIENCES HUMAINES, *Le Valais et les étrangers XIXe-XXe* (note 1)

⁴³ Voir PAPILLOU (note 40), p. 26.

⁴⁴ «Pétition du 1^{er} novembre 1802» (*ibid.*).

⁴⁵ Art. 6, «Constitution de la République du Valais, du 30 août 1802» (note 5), p. 2.

⁴⁶ «Loi sur la police des étrangers, du 24 mai 1803» (*ibid.*), pp. 105–108.

⁴⁷ «Loi contre ceux qui favorisent les conscrits et déserteurs, soit qu'ils soient français, soit qu'ils soient italiens, du 2 décembre 1806» (note 27), pp. 47–50.

⁴⁸ Préambule, «Loi portant nouveau règlement pour la police concernant tous les étrangers, et en particulier concernant les Français et les Italiens, du 6 décembre 1808» (*ibid.*), p. 215.

⁴⁹ *Ibid.*, pp. 214–222.

⁵⁰ Art. 7, «Loi sur la police des étrangers, du 24 mai 1803» (note 5), p. 108.

à celle du Conseil d'Etat⁵¹. L'application de ces lois sur les étrangers a donné lieu à de nombreuses plaintes, notamment de la France, mais aussi du Conseil d'Etat qui dénonçaient le laxisme de leurs applications:

«Les lois concernant les étrangers, si essentielles pour qu'il ne s'introduise dans les communes aucune personne suspecte, sont entièrement négligées. Celles concernant les Français et les Italiens, les déserteurs et les conscrits [...], dont l'exécution [...] ne demande que de la bonne volonté, ne peuvent même pas veiller l'indolence des chefs de communes⁵².»

Le séjour et l'établissement des étrangers relève de la compétence communale. L'étranger qui souhaite obtenir l'habitation en Valais doit s'adresser aux Conseils de commune; il est tenu de présenter des attestations valables ainsi que, pour les mariés, des preuves légales de leur mariage. Les conseils de communes sont légalement responsables de l'admission de personnes suspectes⁵³. A partir de 1808, le permis de séjour à court terme n'est accordé que sur présentation de passeports légalisés et visés, et pour le nombre de jours porté par le visa. Cette procédure n'est toutefois pas requise pour le séjour à court terme des ouvriers agricoles pendant les mois de mars à mai⁵⁴. En ce qui concerne l'habitation temporaire ou perpétuelle, les ressortissants français et italiens doivent être en possession d'un «certificat d'immatricule» de leur légation⁵⁵. Les étrangers en situation illégale sont assimilés et traités comme vagabonds, conscrits ou déserteurs et extradés⁵⁶. Conseils de communes, aubergistes et citoyens sont tenus pour responsables des conséquences de l'inobservation de la loi⁵⁷.

En 1810, la loi exige le dépôt des papiers des étrangers admis à l'habitation auprès du président de la commune. Le dossier se compose de la lettre d'origine, du certificat de bonne conduite, pour les compagnons de la lettre de maîtrise, du passeport et de la lettre d'immatricule. Ces papiers sont restitués à l'étranger à son départ de la commune, sur présentation du récépissé donné à leur réception. Cette mesure préventive doit inciter les étran-

gers à respecter une bonne conduite et, le cas échéant, empêcher une éventuelle fuite⁵⁸.

Admis au séjour, l'étranger qui entend travailler doit se soumettre aux lois du lieu. Il est exclu d'un certains nombres d'activités, notamment de celles soumises à patentes liées à l'exigence d'un domicile fixe, tel le commerce ambulant⁵⁹. Cette situation suscite également une analyse acerbe de Joseph Eschasseriaux, en 1806:

«Si je pénètre dans son régime intérieur, des privilèges, des distinctions de classes de citoyens, que la Constitution n'a pas pu faire disparaître, pèsent encore sur quelque partie du peuple, et constituent dans cette République une inégalité de droit humiliante; une défaveur d'opinion, un sentiment de défiance, de jalousie peut-être, poursuivent encore les étrangers, dont toutes les lois devraient protéger les arts, parce que ce sont, pour la plupart, les étrangers qui cultivent les terres de la République, exercent les arts mécaniques, attirent le numéraire par leur industrie, et réparent la population dévorée ou disgraciée par l'intempérie du climat [...] Le jour où la législation du Valais aura rendu l'égalité des droits politiques aux citoyens qui n'en jouissent pas, elle aura fait faire au Valaisan un grand pas vers l'amélioration sociale et économique de ce pays⁶⁰.»

3. L'intégration par la naturalisation

La frontière juridique entre «étrangers» et Valaisans est institutionnalisée par la naturalisation⁶¹. La qualité de Valaisan repose sur le principe du *jus sanguinis*, c'est-à-dire de la filiation; elle peut aussi résulter d'une procédure d'acquisition volontaire, d'un mariage, voire d'un titre d'honneur⁶². Répondant à l'article 18 de la Constitution⁶³, la loi du 2 novembre 1802 règle les formes et les conditions de l'acquisition de la naturalisation. Acte de souveraineté, l'étranger n'est pas légitimé à revendiquer un droit à la naturalisation.

⁵⁸ «Loi ordonnant le dépôt des papiers des étrangers admis à l'habitation, du 25 mai 1810» (*ibid.*), pp. 288–293.

⁵⁹ «Loi sur les marchands ambulants et le colportage, du 31 mai 1808» (*ibid.*), pp. 144–148.

⁶⁰ «Lettre sur le Valais, sur les mœurs de ses habitants, avec les tableaux pittoresques de ce pays, et une notice des productions naturelles les plus remarquables qu'il renferme», Paris, 1806, cité par PAPILOUD (note 40), p. 27.

⁶¹ «Loi sur les conditions et les formes de la naturalisation, du 2 novembre 1802» (note 5), pp. 49–50.

⁶² La naturalisation d'honneur reste plus que marginale. Elle a notamment été attribuée, en 1808, au fils de Derville-Malécharde, ministre de France en Valais: «Décret de naturalisation, du 2 décembre 1808» (note 27), pp. 207–209.

⁶³ Art. 18 B, «Constitution de la République du Valais, du 30 août 1802» (note 5), p. 5.

⁵¹ «Loi concernant les passeports pour l'étranger, du 28 novembre 1808» (note 27), pp. 204–207.

⁵² «Message du Conseil d'Etat à la Diète, session de novembre 1808, sur la situation morale du pays», cité par GRENAT (note 4), p. 580.

⁵³ Art. 13, «Loi qui détermine les diverses attributions des conseils de commune en matière de police locale, du 26 mai 1803» (note 5), p. 122.

⁵⁴ Art. 10, «Loi portant nouveau règlement pour la police concernant les étrangers, et en particulier concernant les Français et les Italiens, du 6 décembre 1808» (note 27), p. 218.

⁵⁵ Art. 11 (*ibid.*).

⁵⁶ Art. 12 (*ibid.*), pp. 218–219.

⁵⁷ Art. 17, 18 et 19 (*ibid.*), pp. 221–222.

Comme sous l'Ancien régime, la politique de naturalisation est de caractère protectionniste et défensif, renforcé par le poids des communes dans le processus décisionnel.

Il s'agit pour la République «d'acquérir des citoyens utiles». L'étranger doit «offrir une garantie de son attachement au pays dont il veut être reçu citoyen, et qu'il dispose des moyens de contribuer au soutien de la société dont il veut partager les avantages»⁶⁴. Très sélectives, les conditions d'admission privilégient la désirabilité économique du candidat appelé à «justifier de la propriété d'un bien-fonds d'une valeur de deux mille francs dans le pays»⁶⁵. En outre, la caisse de l'Etat perçoit une somme de mille francs pour chaque étranger naturalisé⁶⁶. Ces conditions remplies, la Diète, sur la proposition constitutionnelle du Conseil d'Etat, peut naturaliser l'étranger⁶⁷. L'exercice des droits de citoyen reste toutefois suspendus jusqu'à la réception dans une commune⁶⁸. Une procédure donc lourde qui ne favorise pas l'intégration volontaire des étrangers.

Cet esprit protectionniste n'est pas propre au Valais. De fait, sous la République helvétique, depuis 1800, la tendance est à un durcissement des conditions de l'accueil. Sous la Médiation, la Diète (1804) décide que l'octroi du droit de cité relève de la seule compétence des cantons et elle les invite à rendre plus difficile cet octroi. Avec le renforcement du poids des communes dans le processus décisionnel, le gouvernement central perd tout intérêt dans un règlement général de la naturalisation. L'ambitieux programme d'intégration de la société initié sous la République helvétique n'est plus la priorité.

C. La République indépendante, une première restauration?

L'histoire de la République, définie au terme de la Constitution comme indépendante, une et démocratique, est faite de contrastes. Le poids de la France, la difficulté de la relation entre les institutions traditionnelles et

l'Etat central, une démocratie élitare fondée sur des pratiques de fonctionnement défensives, les tensions liées à une réforme législative révolutionnaire qui doit concilier les coutumes et usages hérités de l'Ancien régime, des lois qui restent inappliquées, une élite politique qui a traversé les régimes et entend strictement contrôler les velléités d'émancipation des Valaisans, des catégories de Valaisans dont les revendications politiques, sociales et économiques ne trouvent pas de relais, ces éléments – non exhaustifs – sont autant d'entraves à l'intégration des Valaisans et un frein à l'unité et à la modernisation du Valais.

Sur le plan politique, l'évolution du Valais n'est toutefois pas une exception. Si la Constitution de 1798 a élargi l'espace public, elle n'a pas aboli les incapacités. En outre, dès les premiers projets de révision constitutionnels, les opinions exprimées tendent à rendre plus sélective la participation des citoyens à la sphère politique. Cette vision répond à une volonté de contrôler le renouvellement de la classe politique et de garantir l'ordre social. Il en va de même sous la Médiation, avec le retour des compétences aux cantons. Par exemple, le canton de Vaud se dote d'un système peu démocratique, représentatif et censitaire, associé au tirage au sort, qui restreint fortement l'accès à l'exercice des charges publiques⁶⁹. Sur le plan de l'intégration des populations, le système fédératif marque les limites d'une intégration désormais pensée prioritairement comme cantonale, avec une forte prépondérance des communes. D'une manière générale, ce processus s'accompagne d'une restriction des libertés individuelles. Ces phénomènes mériteront d'être analysés à l'aune d'études comparatives⁷⁰.

L'accueil fait aux lois est un indicateur de la perception du régime de la République indépendante. La nouvelle législation suscite l'aversion et son application se heurte à la résistance passive des autorités dézénales et communales. Si les autorités bas-valaisannes sont plus motivées, dans le Haut-

⁶⁹ Sur le canton de Vaud sous la Médiation, voir SILVIA ARLETTAZ, «L'intégration de la population du canton de Vaud sous la Médiation. Héritages et ruptures par rapport à la période de la République helvétique» présentée dans le cadre de la journée d'études «Créer un nouveau canton à l'ère des révolutions. Tessin et Vaud dans l'Europe napoléonienne 1798–1815», Lausanne, 11 avril 2003. A paraître dans la *Revue historique vaudoise*, Numéro spécial, automne 2003.

⁷⁰ Sur l'évolution du concept de liberté, voir GÉRALD ARLETTAZ, «Quelle liberté pour quelle patrie? L'émergence de la pensée libérale dans le canton de Vaud 1798–1830», in: *Les Constitutions vaudoises 1803–2003. Miroir des idées politiques*, dirigée par Olivier Meuvly avec la collaboration de Bernard Voutat, Bibliothèque historique vaudoise, à paraître en 2003.

⁶⁴ Préambule, «Loi sur les conditions et les formes de la naturalisation, du 2 novembre 1802» (*ibid.*), p. 49.

⁶⁵ Art. 2 (*ibid.*), p. 10.

⁶⁶ Art. 3 (*ibid.*). En plus, les frais d'expédition du diplôme au Bureau de la Diète sont facturés seize francs.

⁶⁷ Art. 1 (*ibid.*). A l'article 4, l'Etat se réserve d'accorder gratuitement la naturalisation pour «services rendus» à la République ou pour «d'autres motifs avantageux à l'Etat» (*ibid.*).

⁶⁸ Art. 5 (*ibid.*).

Valais, le Conseil d'Etat parle d'anarchie⁷¹. Dans une grande partie du pays, les lois sont ni publiées, ni connues.

«Placés par les anciennes habitudes, autant que par les vices de la Constitution nouvelle, dans la dépendance du peuple, les premiers magistrats et les membres de la Diète n'osent proposer et délibérer que suivant l'intérêt et l'esprit des Dixains et des communes; mais lorsque les besoins absolus de la République ont dicté des lois d'un intérêt général et politique, elles restent sans exécution, tant les fonctionnaires publics craignent de heurter les préjugés populaires [...]»⁷².

La responsabilité de cette situation est également imputée aux effets néfastes d'une démocratie trop généreuse et d'élus dépendants de leurs électeurs:

«Le régime populaire de nos élections est sans doute une des grandes causes de ce vice de notre gouvernement; mais il faut convenir que toutes les autorités concourent à donner au peuple plus d'influence encore qu'il ne doit en avoir suivant la Constitution. [...] Soyons de bonne foi avec nous-mêmes; si le peuple n'obéit pas, c'est qu'on se fait du peuple une idole qu'on caresse et qu'on redoute; c'est qu'on ne met pas assez d'importance ni aux lois qui intéressent l'ordre intérieur, ni aux lois de circonstances qu'exige notre condition politique, et qu'on fait parler le peuple pour se mettre soi-même plus à son aise. Le premier remède au désordre anarchique de notre gouvernement est de réformer l'esprit public. Mais il faut nous le dire entre nous; l'esprit public à réformer, c'est celui de ceux qui entrent dans les conseils de tout ordre de la République, ou qui sont appelés à y rentrer [...]»⁷³.

La France ne se fait pas faute de déplorer le laxisme du Valais. Tout comme vis-à-vis de la République helvétique, elle dénonce l'inexécution des lois, en particulier dans le domaine sensible de la surveillance des étrangers:

«Les lois concernant les étrangers, si essentielles pour qu'il ne s'introduise dans les communes aucune personne suspecte, sont entièrement négligées. Celles concernant les Français et les Italiens, les déserteurs et les conscrits [...], dont l'exécution [...] ne demande que de la bonne volonté, ne peuvent même pas réveiller l'indolence des chefs de communes»⁷⁴.

Le Conseil d'Etat lui-même reconnaît que la loi sur la police des étrangers, comme d'autres, est méprisée⁷⁵ et qu'il serait préférable dans ces con-

ditions de ne pas en émettre de nouvelles. Ainsi, lorsque la Diète réclame des mesures plus efficaces pour lutter contre la mendicité et le vagabondage, le Conseil d'Etat rétorque que la loi du 30 mai 1803 n'a jamais été mise en exécution par les autorités communales⁷⁶.

La République indépendante, tout comme le régime de l'Acte de Médiation pour les anciens cantons, traduisent à mon sens une restauration partielle de l'Ancien régime par rapport à 1798, mouvement qui se poursuivra à partir de 1815 sous le Pacte fédéral. Il est vrai que cette première restauration n'est pas intégrale puisque subsistent un certain nombre de lignes de force de l'Etat moderne ainsi qu'une certaine conception de la liberté, concept plus rattaché à la «cantonalisation» des institutions qu'aux libertés individuelles.

Ce bref survol de la République indépendante du Valais n'est qu'une étape de l'histoire valaisanne et de ses rapports avec la Suisse. Par la suite, les idées de progrès et de liberté vont ébranler progressivement et durablement les fondements de la République et renforcer le sentiment national d'appartenance du Valais à la collectivité suisse. Après la Restauration et la réunion à la Confédération de 1815, la lutte reprendra en faveur des idées libérales. Elle conduira notamment à l'introduction de l'élection au Grand Conseil proportionnellement à la population des dixains, à l'unité du canton, au développement des fondements légaux de la liberté et de l'opinion publique. Elle aboutira à la Constitution libérale de 1839⁷⁷, à la guerre civile de 1844 et au Sonderbund en 1847, enfin à l'adhésion du Valais unifié dans l'Etat fédéral de 1848⁷⁸.

En conséquence de ces éléments et en fonction du sentiment national et des sensibilités sur le développement des libertés, les lectures de la période 1802–1810 se révèlent très diverses. Elles peuvent insister sur certains éléments de ce que l'on appelle une première restauration ou au contraire mettre en évidence une période d'unité cantonale fondée sur des éléments institutionnels qui réapparaîtront en 1839 ou en 1848.

⁷⁶ *Ibid.*

⁷⁷ Voir GÉRALD ARLETTAZ, *Les tendances libérales en Valais 1825–1839, Etudes et recherches d'histoire contemporaine, série mémoire de licence, No 11, Fribourg, Editions universitaires, 1971.*

⁷⁸ Voir GÉRALD ET SILVIA ARLETTAZ, «Les conflits de l'intégration politique du Valais 1815–1848», in: *Histoire du Valais* (note 1), pp. 505–580 ainsi que l'*Histoire de la démocratie en Valais 1798–1914* (note 1), en particulier les chapitres de GÉRALD ARLETTAZ, «Les conflits idéologiques», pp. 93–148 et de MICHEL REY, «La démocratie radicale», pp. 149–188.

⁷¹ PAPILLOUD (note 30), p. 38.

⁷² Claude-Joseph-Parfait Derville-Malécharde, «Réunion du Valais à la France, extrait de pièces officielles», Lyon, 1816, cité in: 1798 (r)évolution en Valais, Musée cantonal du Valais, 1998, p. 197.

⁷³ GRENAT (note 4), p. 581.

⁷⁴ GRENAT (note 4), p. 580.

⁷⁵ PAPILLOUD (note 30), Derville-Malécharde, p. 38.